



Luxembourg, le 07 NOV. 2012

Arrêté N° : 1/12/0357

**LE MINISTRE DELEGUE AU DEVELOPPEMENT
DURABLE ET AUX INFRASTRUCTURES,**

Vu l'arrêté modifié n° 1/02/0130/C, délivré par le Ministre de l'Environnement en date du 16 mars 2007, autorisant une modification substantielle de l'aéroport de Luxembourg, établi à Findel;

Vu l'arrêté modifié n° 1/07/0446/B, délivré par le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures le 11 novembre 2010, fixant, à la demande de la « Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A. », les conditions en vue de la sauvegarde et de la restauration du site de l'aérogare mise en service fin 1975 et située aux abords du parking P1 de l'aéroport de Luxembourg, plus précisément sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Niederanven, section B de Senningen, sous le numéro 1272/4071;

Vu la demande du 26 juillet 2012, présentée par la « Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A. », aux fins d'obtenir l'autorisation de laisser en place une pollution résiduelle au niveau de la zone des 2 réservoirs enterrés et de confiner cette dernière suite aux aménagements des abords du terminal A;

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés;

Vu la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets;

Vu la loi du 25 novembre 2005 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement ;

Vu le rapport établi le 11 mai 2011 par la personne agréée AIB-Vinçotte Luxembourg a.s.b.l. et intitulé « Dossier 1/07/0446 - CONTROLE DE L'ETAT DE POLLUTION APRES LES TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT - PREMIERE CAMPAGNE DE CERTIFICATION DU 06/04/2012 - RAPPORT INTERMEDIAIRE »; rapport n° 41535-EV-SO-003;

Vu le rapport établi le 14 juin 2012 par la personne agréée novaTec s.à r.l. et intitulé « 2. Zwischenbericht zur Bodenuntersuchung im Bereich der Heizöltanks des alten Flughafengebäudes Findel »;



3001 100 100 Considérant qu'il résulte des rapports précités qu'une pollution résiduelle en hydrocarbures persiste au niveau de la zone des 2 réservoirs enterrés suite à l'assainissement par excavation; pollution dépassant le seuil d'assainissement « oPW1 » tel que fixé par l'article 1er, condition II.1, de l'arrêté modifié n° 1/07/0446/B;

Considérant qu'il résulte de la demande du 26 juillet 2012, que les travaux de dépollution ont été réalisés de manière à enlever un maximum de terres polluées; que les pollutions résiduelles seront confinées;

Considérant que l'extension de la contamination en profondeur est inconnue;

Considérant l'ampleur des moyens à mettre en œuvre pour le terrassement supplémentaire en vue de l'enlèvement des terres contaminées restées en place;

Considérant que le site faisant objet du présent arrêté se situe dans un bassin tributaire des sources;

Considérant les aménagements projetés;

Considérant que l'arrêté n° 1/02/0130/C; article 1er, condition X.17, impose à l'exploitant de l'aéroport de réaliser à ses frais au moins deux points de contrôle de la qualité des eaux souterraines équipés en piézomètres;

Que partant il y a lieu de procéder à l'actualisation de l'arrêté modifié n° 1/07/0446/B délivré le 11 novembre 2010 par le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures,

ARRÊTE:

Article 1^{er}: L'article 1^{er} de l'arrêté modifié n° 1/07/0446/B du 11 novembre 2010 délivré par le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures est modifié comme suit :

La condition II.1 est modifiée/complétée comme suit :

1) L'assainissement du sol, du sous-sol et, le cas échéant, des eaux souterraines doit se faire de façon à ce que la pollution résiduelle ne dépasse pas les valeurs «OPW1» (sol et sous-sol) de la version la plus récente du document «Altablagerungen und Altstandorte Merkblatt Alex 02» émis par le «Landesamt für Umwelt, Wasserwirtschaft und Gewerbeaufsicht» du Land de Rhénanie-Palatinat (D). p. ex. la valeur résiduelle en hydrocarbures dans le sous-sol après assainissement s'élève à 300 mg/kg)

L'assainissement de la nappe d'eau doit avoir comme objectif à ce que la pollution résiduelle des eaux souterraines ne dépassera pas les valeurs «oSW» du document «Altablagerungen, Altstandorte und Grundwasserschäden - Merkblatt Alex 02» précité.



La pollution résiduelle en hydrocarbures, telle que constatée dans le rapport « 2. Zwischenbericht zur Bodenuntersuchungen im Bereich der Heizöltanks des alten Flughafengebäudes Findel » émis en date du 14/06/2012 par la personne agréée Novatec s.à r.l., peut rester en place sous réserve du respect des conditions supplémentaires fixées par le présent arrêté.

Le chapitre II « Conditions spécifiques relatives à la remise en état du site » est complété comme suit :

3) La pollution résiduelle au niveau de la zone des 2 réservoirs enterrés doit être confinée durablement dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté ministériel n° 1/12/0357. La mesure de confinement doit être conçue de façon à ce que les utilisations usuelles du terrain pour la catégorie d'usage prévue puissent se dérouler sans remettre en question l'intégrité de la mesure implantée.

4) Tout travail futur mettant en péril le confinement précité doit être surveillé par un organisme agréé en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'Etat, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement (Domaine de compétence F3 « Supervisions et certifications de travaux d'assainissement de charges polluantes anciennes). La même disposition est applicable pour les travaux d'excavation entamée dans un rayon de 20 m des limites de la zone excavée dans le cadre de la remise en état du site; limites à déterminer avant le remblaiement de la zone par un géomètre officiel. Une copie du relevé précité doit être transmis sans délai à l'Administration de l'environnement.

Lors des travaux précités, il y a lieu de respecter les conditions fixées par le chapitre «IV Conditions relatives à l'impact environnemental résultant des travaux de chantier» du présent arrêté.

3) Tout nouvel aménagement d'une canalisation de transport de liquide doit être évité dans la mesure du possible à l'intérieur de la zone confinée. Le cas échéant, les canalisations y doivent être aménagées de manière à exclure durablement une infiltration d'eau par drainage ou d'un liquide quelconque lors d'une fuite sur une canalisation.

4) La conduite d'eau existante doit être déviée en dehors de la zone confinée ou être aménagée selon la condition précitée. Lors d'une déviation de la conduite précitée, le tronçon de la conduite existante se situant dans la zone excavée dans le cadre de la remise en état du site doit être retiré ainsi que les parties meubles situées en dessous de la conduite en question. En outre, chaque extrémité de la conduite maintenue dans le sol doit être obturée durablement.

5) Afin de contrôler l'impact du site confiné sur son environnement, l'exploitant de l'aéroport doit mettre en oeuvre les mesures de suivi et de surveillance suivantes:

- un monitoring régulier des 2 forages d'observation prévus dans le cadre de l'autorisation n°1/02/0130/C délivré le 16 mars 2007 par le Ministre de l'Environnement; monitoring à réaliser trimestriellement par un organisme agréé en vertu de la loi du 21 avril 1993 relative à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques autres que l'Etat, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de vérification dans le domaine de l'environnement.



Ce monitoring doit comprendre:

- un levé des niveaux d'eau souterraine dans les forages d'observation;
- un prélèvement des échantillons d'eau souterraine dans les forages d'observation en vue d'une analyse chimique dans un laboratoire agréé.

Les analyses en matière des eaux souterraines devront porter au moins sur les paramètres « hydrocarbures totaux » et « hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ». Les résultats des analyses précitées doivent être transmis sans délai à l'Administration de l'environnement et à l'Administration de la Gestion de l'eau.

La première campagne d'échantillonnage des eaux souterraines doit avoir lieu au plus tard dans un délai de 6 mois après la notification de l'arrêté ministériel n° 1/12/0357.

Sur demande écrite dûment motivée de l'exploitant, à introduire auprès de l'autorité compétente, la présente condition pourra être modifiée, soit être abrogée, ceci en fonction des résultats des analyses obtenus au cours d'une période de 10 ans.

Article 2: Le présent arrêté est transmis en original à la société « Société de l'Aéroport de Luxembourg S.A. » pour lui servir de titre, et en copie:

- à l'administration communale de NIEDERANVEN aux fins déterminées par l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999.

Article 3: Contre la présente décision, un recours en réformation peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 40 jours à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour.



Marco SCHANK
Ministre délégué au Développement
durable et aux Infrastructures

